

Investir au Canada

2018-2019

Rapport sur l'administration de la
*Loi sur la protection des renseignements
personnels*

L'honorable James Gordon Carr
Ministre de la Diversification du commerce international

INVESTIR AU CANADA
RAPPORT SUR
L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS*
PERSONNELS

Du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019

INTRODUCTION ET MANDAT

Investir au Canada est un établissement public qui a été constitué en juin 2017 aux termes de la *Loi sur Investir au Canada*. Il a été établi officiellement en mars 2018 avec l'entrée en vigueur de sa loi habilitante. Le mandat d'Investir au Canada, en vue de soutenir la prospérité économique du Canada et d'y stimuler l'innovation, est :

- a) de promouvoir, d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers au Canada;
- b) de coordonner les efforts du gouvernement et ceux du secteur privé et des autres intervenants en matière d'investissement direct étranger au Canada.

La *Loi sur l'accès à l'information (la Loi)* est une loi fédérale qui donne un droit d'accès aux documents détenus par certaines institutions fédérales, comme Investir au Canada, aux citoyens canadiens, aux résidents permanents et aux personnes et entreprises situées au Canada.

L'exercice d'Investir au Canada est conforme à l'exigence du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) selon laquelle toutes les institutions gouvernementales assujetties à la *Loi* doivent respecter le cycle d'établissement de rapport du 1^{er} avril au 31 mars.

Ce rapport est déposé au Parlement et préparé conformément à l'article 72 de la *Loi*.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Pendant la période visée de 2018-2019, les fonctions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (AIPRP) ont été remplies par la Division des communications et les Services généraux. La Division des communications, qui compte deux (2) employés à temps plein, un gestionnaire des communications et un agent des communications, reçoit et traite les demandes. L'équipe des Services généraux approuve ensuite les demandes. Le directeur général délégué (DGD) d'Investir au Canada est le responsable de l'AIPRP de l'organisation.

DÉLÉGATION DES POUVOIRS

Le président-directeur général (PDG) est le responsable désigné du Ministère aux fins de la *Loi*.

Conformément à l'article 72 de la *Loi*, les pouvoirs du PDG ont été délégués pour permettre à l'établissement public de remplir ses obligations légales. Le PDG a délégué la majorité de ses pouvoirs et fonctions au DGD.

À la demande du SCT, une copie de l'ordonnance de délégation des pouvoirs est annexée aux présentes.

RAPPORT STATISTIQUE

À la demande du SCT, le rapport statistique en annexe couvre exceptionnellement la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019. Aucune demande d'information en vertu de la *Loi* n'a été reçue pendant cette période.

PROGRAMME DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION

Pendant la période visée, l'équipe des Services généraux a mis de l'avant les obligations du Ministère en vertu de la *Loi* au moyen de diverses approches de formation réalisées dans les deux langues officielles.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES PROPRES À L'INSTITUTION

Comme Investir au Canada est une nouvelle organisation fédérale, elle s'affaire à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des lignes directrices et des processus en lien avec la *Loi*.

PLAINTES ET ENQUÊTES

Aucune plainte n'a été déposée auprès d'Investir au Canada et aucune enquête relative aux plaintes n'a été menée par le Commissariat à l'information du Canada.

SURVEILLANCE DU TEMPS DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION (ET DES DEMANDES DE CORRECTION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)

Investir au Canada n'a reçu aucune demande en vertu de la *Loi* pendant la période visée.

ATTEINTES À LA VIE PRIVÉE

Il n'y a eu aucune atteinte à la vie privée pendant la période visée.

ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Investir au Canada n'a réalisé aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et n'en a transmis aucune au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.

DIVULGATIONS AUX TERMES DE L'ALINÉA 8(2)m) DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Investir au Canada n'a fait aucune divulgation de renseignements personnels sans consentement aux termes de l'alinéa 8(2)m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

ANNEXE A : ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DES POUVOIRS



Delegation Order

The Chief Executive Officer of The Invest In Canada Hub, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer as the head of a government institution under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position.

Dated, at the City of Ottawa, this 12th day of June, 2019.

Arrêté de délégation

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le Président-directeur général d'Investir au Canada délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité du responsable de l'institution, investi par les dispositions de la Loi ou de son règlement mentionnées dans l'annexe en regard de chaque poste.

Fait à la ville d'Ottawa, le 12^e jour de juin 2019.

Ian McKay
Chief Executive Officer / Président-directeur général

Schedule / Annexe	
Position/Poste	<i>Access to Information Act and Regulations / Lois sur l'accès à l'information et Règlement</i>
Chief Operations Officer / Directeur général délégué	All sections

ANNEXE B : RAPPORT STATISTIQUE 2018-2019

Rapport statistique concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Investir au Canada

Période d'établissement
de rapport : 2018-04-01 au 2019-03-31

Partie 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

Partie 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article, paragraphe ou alinéa	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article, paragraphe ou alinéa	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22,1	0	27	0
20	0	22,2	0	28	0
21	0	22,3	0		

2.3 Exclusions

Article, paragraphe ou alinéa	Nombre de demandes	Article, paragraphe ou alinéa	Nombre de demandes	Article, paragraphe ou alinéa	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69,1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70,1	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Exception totale	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

Total	0	0	0
--------------	---	---	---

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1000 pages traitées		1001 à 5000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non-respect du délai statutaire

Nombre de demandes fermées après le délai statutaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Partie 3 – Communications aux termes des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Partie 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Partie 5 – Prorogations

5.1 Motifs de prorogation et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	15(1)a(i) Entrave au fonctionnement	15(1)a(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15(1)a(i) Entrave au fonctionnement	15(1)a(ii) Consultation		15b) Traduction
		Article 70	Autres	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Partie 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Partie 7 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1000 pages traitées		De 1001 à 5000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1000 pages traitées		De 1001 à 5000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Partie 8 – Plaintes et enquêtes

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Partie 9 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP)

Nombre d'EFVP terminées	0
-------------------------	---

Partie 10 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels**10.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		1 050,51 \$
Heures supplémentaires		0,00 \$
Biens et services		0,00 \$
• Contrats de services professionnels	0,00 \$	
• Autres	0,00 \$	
Total		1 050,51 \$

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes affectées aux activités relatives à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0,01
Employés à temps partiel et occasionnels	0,00
Employés régionaux	0,00
Experts-conseils et personnel d'agence	0,00
Étudiants	0,00
Total	0,01

Remarque : Entrez des valeurs à deux décimales.